

Prêtres et ouvriers, une double fidélité mise à l'épreuve (1944-1969), Charles Suaud, Nathalie Viet-Depaule. Paris, Éd. Karthala, 2004, 600 p., 32 euros

Michel Dreyfus

Numéro 294, novembre 2004

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1022027ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1022027ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut de l'économie sociale (IES)

ISSN

1626-1682 (imprimé)

2261-2599 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Dreyfus, M. (2004). Compte rendu de [*Prêtres et ouvriers, une double fidélité mise à l'épreuve (1944-1969)*, Charles Suaud, Nathalie Viet-Depaule. Paris, Éd. Karthala, 2004, 600 p., 32 euros]. *Revue internationale de l'économie sociale*, (294), 92–93. <https://doi.org/10.7202/1022027ar>

- Modernité contre chrétienté: pour faire court, feu la chrétienté...

- Modernité contre modernité: le progrès désenchanté...

- La troisième partie, « Humanisme et nouvelle modernité », est centrée sur EH et sa recherche d'une redéfinition du développement dans la perspective d'un humanisme pour notre temps. Celui-ci ne saurait aller, est-il souligné, sans une dimension spirituelle, qui peut d'ailleurs être vécue sans une référence religieuse explicite.

C'est au fil de cette réflexion et sous son bénéfice que l'auteur restitue le parcours d'EH.

Economie et Humanisme a été fondée au début des années 40 par le père Louis Joseph Lebret, dominicain, riche alors d'une expérience auprès des pêcheurs qui a abouti à une organisation des pêches maritimes à la très longue portée.

D'une première phase d'Economie et Humanisme, placée sous le signe de la « *mystique du bien commun* », expression chère à Lebret, on retiendra la proposition élaborée d'une économie des besoins, le recours méthodique à l'enquête participation, et aussi l'utopie communautaire. Phase féconde que cette vingtaine d'années dont on relève la trace sur plusieurs terrains: expérience des communautés de travail, brièvement évoquée; genèse du concept d'aménagement du territoire; actions de réforme de l'entreprise; transformation de l'agriculture; révolution du syndicalisme chrétien en CFDT.

A la fin des années 50, le mouvement Lebret est au point de départ d'un tiers-mondisme prophétique contre l'idéologie du développement par la seule croissance économique.

Les années 60 se traduiront par une prise de distance de l'association vis-à-vis de sa matrice catholique; prévaudra dans le même temps « *un engagement dans la recherche et la reconnaissance par une société scientifique laïque* »; au détriment de l'utopie et du prophétisme, pensent certains, mais en définitive conditions du maintien du mouvement de pensée.

Aujourd'hui les recherches se poursuivent, moyennant contrats, sur des thèmes tels que la pauvreté, l'habitat, l'aménagement des villes, les

politiques locales, la solidarité internationale...

La « petite question sémantique » apparaît au détour d'une référence de l'auteur à Lebret (p. 186), pour qui « économie sociale » évoquerait les formes d'action plaquant du social sur l'économique, donc à l'opposé de l'essentiel de son message actuel.

L'intérêt de la question se situe cependant au-delà de cette contestation. Ayant développé ses recherches sur les structures plutôt que sur les acteurs, EH se rattache sur ce plan à l'acception universitaire du terme polysémique d'économie sociale, héritée de la tradition walrasienne; « *socio-économie des domaines où la personnalité des acteurs, la nature des institutions et une référence morale rendent non pertinente l'explication par le marché* » (C. Vienney): socio-économie du travail, de la santé, du logement social, de l'éducation entre autres.

Aujourd'hui, c'est l'acception institutionnelle du terme, reprise de Charles Gide, *via* Henri Desroche, qui prévaut en France comme en Europe. La réflexion interne à Economie et Humanisme, évoquée par l'auteur, comme le propos en postface de Gérard Sarazin, ancien président, donnent à penser que l'approche par les acteurs dans la recherche en cours ne saura négliger cette réalité de l'économie sociale. Parallèlement, on se prend à rêver en refermant le livre à la fécondité que pourraient trouver les organisations d'économie sociale dans une plus grande proximité avec des recherches dont Economie et Humanisme est un exemple. La détection de nouveaux domaines d'intervention et d'innovation devrait en effet être aujourd'hui, pour elles, une préoccupation.

André Chomel ●

Prêtres et ouvriers, une double fidélité mise à l'épreuve (1944-1969)

Charles Suaud, Nathalie Viet-Depaule. Paris, Ed. Karthala, 2004, 600 p., 32 euros.

L'histoire des prêtres-ouvriers (PO) débute durant la Seconde Guerre mondiale où, à travers des expériences difficiles, un certain nombre de prêtres

sont amenés à remettre en cause la profonde coupure existant entre le monde ouvrier et l'Église. Ces expériences sont le service du travail obligatoire (STO), le départ en Allemagne ou, plus simplement, les conditions de vie quotidienne, particulièrement éprouvantes. A partir de la Libération, certains de ces prêtres s'engagent au travail afin de rejoindre la classe ouvrière en vivant à ses côtés, mais cette démarche est brutalement condamnée par le pape Pie XII, le 1^{er} mars 1954. Devant ce choix impossible, la moitié des prêtres-ouvriers décide de « quitter le travail » et l'autre d'y « rester ». Cette histoire se poursuit donc, mais dans des conditions d'autant plus difficiles qu'une nouvelle condamnation, en des termes encore plus durs, de toute activité professionnelle salariée est formulée par Rome en 1959. Il faut attendre Vatican II (1965) pour qu'une reprise du travail, à temps plein mais durant une période expérimentale, soit possible pour 52 prêtres. Cette première étape étant jugée positive et Mai 68 aidant, le nombre de prêtres-ouvriers augmente : ils sont 82 en 1969 et 800 en 1976. Plusieurs générations de prêtres-ouvriers se sont ainsi succédé, comme le montre le panorama général des acteurs de cette histoire, présentés à travers leurs biographies. Outre un glossaire présentant le paysage complexe des diverses composantes à partir desquelles sont issus les prêtres-ouvriers, cet ouvrage donne largement la parole à ces personnalités exceptionnelles dont beaucoup restent marquées du souvenir de la condamnation de 1954.

Et l'économie sociale dans tout cela ? Elle y est présente, et bien plus qu'on ne pourrait le croire. D'abord à travers la personne de certains de ces protagonistes parmi lesquels Henri Desroche(s) (1914-1994) est le plus important : dominicain, ordonné prêtre en 1936, membre d'Économie et Humanisme depuis 1943, il partage la vie de l'équipe de la Mission ouvrière dominicaine dont Albert Bouche, fondateur de *Masses ouvrières* et responsable de la Jeunesse ouvrière chrétienne

(JOC), est le supérieur. Suspect depuis la publication de son livre *Signification du marxisme* (1949), Henri Desroche est contraint de démissionner de ses fonctions à Économie et Humanisme en 1950 : il apparaît comme une des expressions du progressisme chrétien, ce qui l'amène à quitter l'ordre en 1951. On connaît la suite, et son rôle essentiel dans l'histoire du mouvement coopératif. On retrouve aussi certains prêtres-ouvriers dans le mouvement des Castors : apparu à la Libération, ce mouvement rassemble un certain nombre d'initiatives individuelles qui, tout en utilisant les ressources de l'État, tentent de trouver par elles-mêmes une réponse à la crise du logement. À l'heure où cette dernière bat son plein, le mouvement des Castors regroupe des familles de condition modeste qui veulent construire, par leurs propres moyens et en dehors des heures de travail, des logements bon marché. Les animateurs de ce mouvement sont d'anciens militants de la Jeunesse ouvrière chrétienne, du Mouvement populaire des familles (MPF), ainsi que certains prêtres-ouvriers tels qu'Étienne Damoran (1920-1994), prêtre du diocèse de Bordeaux, responsable de la mission de Bordeaux et prêtre-ouvrier de 1948 à 1964. De son côté, le dominicain Bernard Gardey est un des responsables de l'Association populaire pour la défense de mal-logés de 1951 à 1957. Enfin, beaucoup de ces prêtres-ouvriers s'engagent pleinement dans le mouvement syndical – d'ailleurs beaucoup plus à la CGT qu'à la CFTC, puis à la CFDT –, mais aussi de plus en plus au sein du mouvement associatif. En donnant ainsi de leur temps, de leur savoir et de leur personne, les prêtres-ouvriers participent à une forme de bénévolat, élément essentiel de l'action associative. En cela, ils rejoignent une dimension importante de l'économie sociale. C'est tout l'intérêt de ce très beau livre dont la portée dépasse de beaucoup le seul cadre du petit groupe de personnes auquel il est consacré.

Michel Dreyfus ●